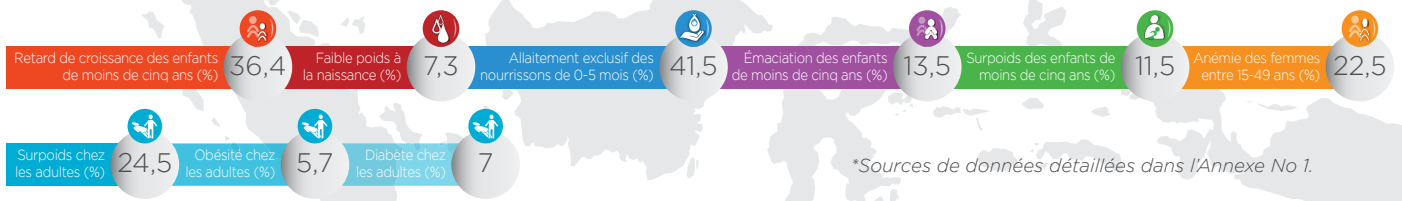




Date d'adhésion : décembre 2011
Population : 255,46 millions

Indonésie



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En 2015 - 2016, le nombre de membres de la Plateforme multi-acteurs s'est considérablement augmenté, avec la participation de cinq nouveaux ministères techniques et trois ministères coordonnateurs. Le Réseau des donateurs et des Nations Unies pour la Nutrition (DUNCNN, d'après ses sigles en anglais)

a introduit deux nouveaux membres et l'alliance de la société civile s'est élargie pour inclure également les organisations inter professionnelles et les universités. Indofood dirige le réseau du secteur privé SUN, qui a également élargi son effectif à des entreprises autres que celles du secteur des aliments et des boissons.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

En janvier 2015, le Plan national de développement à moyen terme 2015 - 2019 était lancé, conformément au décret présidentiel (n° 17 / 2015). Le gouvernement a renforcé le Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition 2015 - 2019. Le Plan stratégique de politique et d'interventions pour l'alimentation et

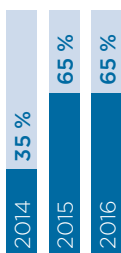
la nutrition a été finalisé et un décret présidentiel a été proposé. Des lignes directrices nationales pour la prévention et la gestion des conflits d'intérêts entre les parties prenantes du renforcement de la nutrition ont été élaborées et attendent leur approbation.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition 2015 - 2019 est le cadre commun de résultats convenu et chiffré, conformément au Plan national de développement à moyen terme 2015 - 2019. En octobre 2016, le cadre de suivi et l'évaluation a été élaboré et finalisé par le ministère de la Planification du développement national (Bappenas, d'après

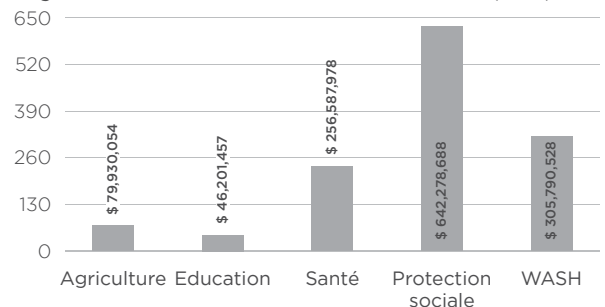
ses sigles en indonésien). Des lignes directrices ont été formulées pour aider le gouvernement local à élaborer un plan d'action régional sur l'alimentation et la nutrition. La mise en œuvre au niveau sous-national a été faite dans quatre provinces et devrait être étendue aux 30 autres provinces.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

L'engagement du gouvernement en matière de nutrition est démontré par une augmentation du budget de la nutrition de 600 milliards d'IDR à un trillion en 2015 - 2016. Les sources financières actuelles, la couverture et les lacunes sont évaluées annuellement et les allocations budgétaires sont fixées pour l'année suivante pour assurer un investissement continu dans la nutrition. Le réseau de donateurs et le réseau des Nations Unies pour la nutrition ont mis au point un outil de suivi financier pour rendre compte annuellement des engagements et des dépenses de nutrition des membres. L'outil a été lancé en mai 2016 et sera mis à jour tous les six mois.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2015)



Différents pourcentages de pondération ont été attribués au montant alloué pour chaque ligne budgétaire dans les différents secteurs. Les pourcentages moyens pondérés pour chaque secteur sont les suivants : Agriculture (38 %), Éducation (50 %), Santé (55 %), Protection sociale (36 %) et eau, assainissement, hygiène (50 %).

PRIORITÉS 2016-2017

- Mettre en oeuvre un cadre de suivi et d'évaluation.
- Soutenir la conception de la recherche pour éclairer la prévention efficace des augmentations de retard de croissance.
- Renforcer le plaidoyer et la communication multisectoriels entre le gouvernement central et les administrations locales, ainsi qu'entre le gouvernement et les institutions non gouvernementales.
- Préparer les parties prenantes à prévenir les conflits d'intérêts et à les gérer s'ils surviennent.